

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



PROVISOIRE
T/PV.837
10 juillet 1957
FRANCAIS

Vingtième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA HUIT CENT TRENTE-SEPTIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New-York,
le mercredi 10 juillet 1957, à 14 h. 30.

Président :

M. HOOD

(Australie)

Examen de la situation dans le Territoire sous tutelle de Nauru :
rapport du Comité de rédaction [4c]

UN. LIBRARY

11 JUL 1957

UN/SA COLLECTION

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document mimeographié, portant le symbole T/SR.837. Les délégations pourront y apporter les corrections qu'elles jugeront bon et dont il sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

57-19842

(50 p.)

DECLARATION DU REPRESENTANT DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE

M. SEARS (Etats-Unis) (interprétation de l'anglais) : Il y a quelques semaines, alors que le Conseil discutait la situation dans le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique, j'ai promis aux membres du Conseil qu'ils recevraient le texte des accords d'Eniwetok et Bikini. Je viens de demander au Secrétariat de distribuer ce texte.

EXAMEN DE LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE NAURU : RAPPORT DU COMITE DE REDACTION (T/L.771 et Add.1, L.795, L.798) [Point 4 c) de l'ordre du jour]

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'appelle l'attention du Conseil sur les amendements aux conclusions et recommandations préparées par le Comité de rédaction, qui ont été présentés par le représentant de l'Italie et sont contenus dans le document T/L.798.

Je demande au représentant du Guatemala, en tant que Président du Comité de rédaction, de présenter le rapport du Comité.

M. KESTLER (Guatemala), Président du Comité de rédaction (interprétation de l'espagnol) : En ma qualité de président du Comité de rédaction pour Nauru, j'ai l'honneur de présenter au Conseil de tutelle le rapport contenu dans le document T/L.795.

Avant de faire quelques brèves observations quant à la teneur du rapport, je voudrais remercier le Secrétaire du Comité de rédaction, M. Minchin, du précieux concours qu'il nous a prêté au cours de nos travaux.

J'ai peu de remarques à faire au sujet du rapport. Je voudrais simplement souligner le fait que les conclusions et recommandations auxquelles nous sommes parvenues au cours des douze séances que nous avons tenues sont, dans presque tous les cas, des solutions de compromis, et que tous les membres du Comité se sont réservé le droit de faire des observations et, éventuellement, de présenter des propositions au Conseil.

J'attire également l'attention du Conseil sur le fait que, pour ce qui est des dispositions de la résolution de l'Assemblée générale relative au problème de l'accession à l'autonomie ou à l'indépendance, le Comité de rédaction a rédigé un chapitre distinct qui figure à l'annexe II. Cependant, le Comité n'est parvenu à aucune conclusion et n'a formulé aucune recommandation dans ce domaine.

Du fait que des membres du Comité se sont réservé le droit de présenter leurs motions au Conseil, pour ne pas retarder les travaux du Comité, je ferai remarquer que ma délégation a exprimé une réserve, mentionnée au paragraphe 7 du rapport et qui précise, en substance, notre position qui est la même que celle que nous avons indiquée l'année dernière, lorsque trois textes à titre de variante avaient été présentés dans le rapport.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous passons maintenant à l'examen du rapport du Comité de rédaction pour Nauru (T/L.795). Tout d'abord, j'attirerai l'attention sur l'annexe I du rapport, qui contient les projets de conclusions et de recommandations du Comité. Je me propose de mettre cette annexe aux voix, paragraphe par paragraphe et, au fur et à mesure qu'ils se présenteront, nous tiendrons compte des amendements présentés par le représentant de l'Italie.

M. HAMILTON (Australie) (interprétation de l'anglais) : Le paragraphe 1 présente, je crois, certaines difficultés pour le Conseil comme pour l'Autorité administrante. Je passerai sous silence le fait que le Conseil est ici invité à noter que la question de l'avenir de la collectivité nauruane demeure en suspens. Ceci est parfaitement exact, mais c'est en même temps si naturel que la question de l'avenir de la collectivité nauruane demeure en suspens que l'on se demande s'il vaut bien la peine d'en prendre note à ce stade. Cependant, ma délégation n'a pas d'objections au sujet de cette partie du paragraphe. Mais la suite de ce paragraphe se lit :

"... et qu'elle [l'Autorité administrante] soumette au Conseil des propositions concrètes en vue de résoudre le problème conformément aux vœux de la population et aux dispositions de la Charte et de l'Accord de tutelle". (T/L.795, Annexe I, paragraphe 1)

Cette partie du paragraphe présente des difficultés. Tout d'abord, le Conseil a déjà adopté l'année dernière certaines recommandations et exprimé certaines opinions à ce sujet. Ces recommandations et ces opinions ne sont guère conformes à ce que l'on propose ici. L'année dernière, le Conseil a invité l'Autorité administrante à intensifier ses recherches et à formuler, aussitôt que possible et en consultation avec les Nauruans, des plans généraux en vue d'une réinstallation éventuelle.

M. Hamilton (Australie)

Cette formule me semble plus logique, dans une recommandation, car la résolution de l'an dernier est plus acceptable.

Sans m'étendre sur ce sujet, je voudrais relever que l'Autorité administrante n'a pas à proposer des alternatives au Conseil et à suspendre son action jusqu'à ce que le Conseil les ait examinées. L'Autorité administrante est l'Autorité administrante, c'est-à-dire qu'elle est exclusivement responsable de l'administration et qu'elle ne doit pas attendre que le Conseil se soit prononcé sur telle ou telle mesure administrative, car elle n'y est pas obligée.

De plus, l'exigence que la solution du problème soit conforme aux vœux de la population va sensiblement plus loin que les dispositions de la Charte dont il est fait mention dans la dernière partie de la phrase, car la Charte - à très juste titre, je crois - demande simplement que l'on favorise l'évolution progressive des populations des Territoires sous tutelle vers la capacité de s'administrer elles-mêmes ou l'indépendance "compte tenu des conditions particulières à chaque Territoire et à ses populations, des aspirations librement exprimées des populations intéressées et des dispositions qui pourront être prévues dans chaque accord de tutelle".

La Charte n'exige donc pas que les mesures prises, même à la fin de la tutelle, soient entièrement conformes aux vœux de la population. Il n'est pas toujours possible de satisfaire les vœux d'une population étant donné les conditions qui peuvent exister dans tel ou tel cas. Nous désirons certainement prendre des mesures conformes aux vœux de la population, mais cela n'est peut-être pas toujours possible.

En ce qui concerne les derniers mots de ce paragraphe, il peut sembler superflu de préciser que les solutions doivent être conformes aux dispositions de la Charte et de l'Accord de tutelle. Cette exigence, me semble-t-il, découle naturellement du fait que l'Autorité administrante a signé l'Accord de tutelle et qu'elle n'entend donc pas présenter au Conseil des plans qui ne seraient pas conformes aux principes de la Charte et de l'Accord de tutelle.

En résumé, je me demande si le Conseil doit vraiment s'en tenir à cette dernière partie de la phrase, qui commence avec les mots "et qu'elle soumette", et s'il ne vaudrait pas mieux adopter une autre formule, qui pourrait être, par exemple :

M. Hamilton (Australie)

"Recommande à l'Autorité administrante de faire des efforts constants pour trouver une solution pratique dans le sens de la résolution adoptée par le Conseil à ce sujet à sa dix-huitième session."

Une telle recommandation serait parfaitement conforme aux vues exprimées par le Conseil à cet égard dans le passé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le représentant de l'Australie désire-t-il proposer un amendement au paragraphe 1 ?

M. HAMILTON (Australie) (interprétation de l'anglais) : Il n'appartient pas à l'Autorité administrante de rédiger pour le Conseil des dispositions d'une résolution s'adressant à cette Autorité administrante pour lui faire des recommandations et lui donner des directives. J'espère que le Conseil pèsera les arguments que je lui ai présentés et que certains de ses membres pourront, compte tenu de cette opinion, suggérer des amendements.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Y a-t-il d'autres observations en ce qui concerne le texte du paragraphe 1 proposé par le Comité de rédaction ?

Sir Andrew COHEN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je pense que les observations du représentant de l'Australie ne sont pas sans fondement, et ma délégation est disposée à présenter un amendement dans le sens qu'il a suggéré.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je voudrais demander au représentant du Royaume-Uni de nous donner lecture de l'amendement qu'il propose.

Sir Andrew COHEN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Il s'agirait donc de remplacer toute la fin de la phrase, à partir des mots "et qu'elle soumette" par les mots :

"...conformément à la recommandation adoptée par le Conseil à sa dix-huitième session".

Je ne pense pas qu'il s'agisse là d'une profonde modification du texte proposé par le Comité de rédaction et des intentions de ce comité. Je désire simplement, pour les raisons mêmes qu'a expliquées le représentant de l'Australie, proposer au Conseil une formule plus appropriée que celle qui apparaît dans le texte du Comité.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je vais donc répéter l'amendement proposé par le représentant du Royaume-Uni. Il s'agit, après les mots "solution pratique", de remplacer la fin de la phrase par les mots :

"... conformément à la recommandation adoptée par le Conseil à sa dix-huitième session".

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques)

(interprétation du russe) : Permettez-moi de faire quelques remarques en ce qui concerne les observations du représentant de l'Australie au sujet de ce premier paragraphe.

Le représentant de l'Australie a dit que l'Autorité administrante n'est pas obligée de présenter des plans à l'approbation du Conseil, puisqu'il s'agit de questions d'ordre administratif. Or il ne s'agit pas, à mon sens, de questions d'ordre administratif. Ce dont il s'agit, c'est de l'avenir de la population du Territoire.

Le représentant de l'Australie a dit en outre qu'il n'était pas nécessaire que les problèmes de l'avenir de la population nauruane soient résolus conformément aux vœux de la population et aux dispositions de la Charte et de l'Accord de tutelle. Il n'est pas nécessaire, je crois, de prouver que les dispositions de la Charte et de l'Accord de tutelle doivent être respectées lorsque se pose une question aussi importante que celle de l'avenir de la population nauruane. Un tel problème ne peut être réglé que conformément à ces dispositions, et conformément aux vœux de la population.

Le texte que le Comité de rédaction a adopté et qu'il nous soumet maintenant a un caractère fort général. Il laisse à la population et à l'Autorité administrante toute latitude pour trouver les méthodes qui permettront de régler le problème conformément aux principes qui s'imposent. Ma délégation ne voit donc pas pourquoi l'Autorité administrante s'opposerait à l'adoption de ce paragraphe. Pour notre part, nous ne pourrions pas voter en faveur de l'amendement proposé par le représentant du Royaume-Uni. Le texte qui nous vient du Comité de rédaction, je le répète, est tout à fait conforme aux exigences de la Charte et de l'Accord de tutelle, et il ne préjuge en rien la solution ultime de cette question.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Puisqu'il n'y a aucune autre observation, je mets aux voix l'amendement du représentant du Royaume-Uni.

Par 6 voix contre 5, avec 3 abstentions, l'amendement du Royaume-Uni est rejeté.

M. HAMILTON (Australie) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, il m'est impossible de dissimuler combien je suis déçu par le résultat de ce vote; dans ces conditions, je vous demanderai un vote par division sur le paragraphe 1, c'est-à-dire de voter séparément sur le membre de phrase qui suit les mots : "solution pratique...". Après les opinions que j'ai exprimées tout à l'heure, je ne peux que voter contre cette partie du texte.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Conformément à la demande du représentant de l'Australie, le Conseil votera par division sur le paragraphe 1.

Je mets aux voix la première partie de ce paragraphe, jusqu'à l'expression : "une solution pratique".

La première partie du paragraphe 1 est adoptée à l'unanimité.

Par 8 voix contre 5, avec une abstention, la fin du paragraphe 1 est adoptée.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous passons au paragraphe 2, qui fait l'objet d'un amendement déposé par la délégation de l'Italie (T/L.798) et qui propose la suppression des mots "et législatifs".

M. KOCLANCICH (Italie) (interprétation de l'anglais) : Avec l'autorisation du Président, je voudrais faire quelques brèves remarques sur l'amendement déposé par ma délégation (T/L.798).

En vertu du paragraphe 5 du rapport du Comité de rédaction (T/L.795), "tous les membres du Comité ont réservé le droit de leur délégation d'exprimer leur opinion et de présenter au Conseil des propositions à ce sujet." Je déclare tout de suite que les propositions présentées par ma délégation ne diffèrent pas beaucoup, quant au fond, du texte du rapport du Comité. Je voudrais remercier ici les autres membres du Comité de rédaction pour l'esprit de coopération dont ils ont fait preuve durant les travaux du Comité.

En ce qui concerne le paragraphe 2, ma délégation propose de supprimer, à la deuxième ligne de ce paragraphe, les mots "et législatifs". A notre avis, le texte de cette première phrase du paragraphe 2 ne représente pas la situation, d'une manière exacte. En effet, un peu plus loin dans ce paragraphe, nous lisons : "... le Conseil de gouvernement local de Nauru ne possède que des pouvoirs législatifs limités ...". D'après nous, cette phrase signifie que, bien que cet organe n'ait que des pouvoirs limités, le Conseil de gouvernement local de Nauru est tout de même un organe législatif. Cette thèse est confirmée par la phrase que l'on rencontre un peu plus bas dans le même paragraphe : "Le Conseil de tutelle recommande que l'Autorité administrante continue à encourager le Conseil de gouvernement local de Nauru à exercer progressivement ses pouvoirs et qu'elle lui accorde d'autres pouvoirs législatifs, de manière qu'il devienne finalement un organe législatif représentatif doté de pleins pouvoirs...".

Notre amendement cherche à introduire une précision et à refléter d'une manière exacte la situation du Territoire. La partie ayant effet de dispositif dans ce paragraphe 2 n'est pas affectée par notre amendement. Mais il faut faire savoir qu'au fond, le Conseil de gouvernement local de Nauru exerce déjà des pouvoirs législatifs et doit être considéré comme un organe législatif. Si tel est le cas, la première phrase du paragraphe contient une déclaration inexacte et c'est la raison pour laquelle ma délégation présente son amendement.

M. HUDDDELSTON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : La délégation des Etats-Unis s'était, au Comité de rédaction, opposée à l'insertion de ces deux mots, et cela pour les raisons que le représentant de l'Italie vient d'exposer. Ma délégation s'y opposera également au Conseil.

M. HAMILTON (Australie) (interprétation de l'anglais) : Le paragraphe 2 soulève d'autres difficultés; à nos yeux, il ne présente pas la situation d'une façon juste, équitable et précise.

Avant de signaler certains autres éléments plus importants du paragraphe, je voudrais faire remarquer, au cas où l'amendement italien serait adopté, que le paragraphe 2 commencerait ainsi : "Le Conseil, constatant qu'il n'existe pas encore d'organe représentatif exécutif dans le Territoire...". Je ne vois pas très bien le sens de cette phrase. Peut-être signifie-t-elle, où a-t-elle

l'intention de signifier, qu'il n'y a pas encore de représentation autochtone dans les organes exécutifs au Territoire. Le Conseil voudra peut-être dire ceci avec plus de clarté que ne le dit le texte actuel.

Ce qui est plus important, c'est ce qui se trouve à la deuxième ligne du paragraphe 2, à savoir : "Le Conseil de gouvernement local de Nauru ne possède... que des pouvoirs législatifs limités". Il faut accepter le fait que le Conseil de gouvernement local de Nauru s'occupe, comme son nom l'indique, du gouvernement local. Comme l'Autorité administrante l'a maintes fois répété, le Conseil de gouvernement local de Nauru a pleins pouvoirs en ce qui concerne le gouvernement local; il a peut-être des pouvoirs d'action législative plus considérables qu'un grand nombre d'autres conseils de gouvernement local existant dans d'autres parties du monde. Par conséquent, laisser entendre qu'en ce qui concerne sa qualité d'organe législatif, le Conseil de gouvernement local de Nauru a des pouvoirs législatifs limités, est une inexactitude; ce conseil a pleins pouvoirs législatifs pour ce qui est du gouvernement local et ceci serait une façon équitable de représenter la situation. Il serait également juste de dire que, sur le plan territorial, le Conseil n'a que des attributions consultatives; il y a là des faits. Mais il n'est pas juste, il n'est pas exact de dire que le Conseil de gouvernement local de Nauru ne possède que des pouvoirs législatifs limités et que ses attributions sont surtout consultatives; c'est le contraire qui est vrai.

Le Conseil de gouvernement local de Nauru a pleins pouvoirs législatifs en tant que Conseil de gouvernement local et, sur le plan territorial, il a des attributions consultatives. Telle est la situation. Peut-être le texte pourrait-il être remanié de la façon suivante :

"Le Conseil, constatant qu'il n'existe pas encore de représentation autochtone à l'organe exécutif de gouvernement dans le Territoire et que, alors que le Conseil de gouvernement local possède des pouvoirs législatifs complets en matière de gouvernement local, ses attributions, au niveau territorial, ne sont que consultatives..."

Ce texte refléterait exactement la situation.

Plus loin, dans ce même paragraphe, nous passons à la recommandation qu'adopterait le Conseil de tutelle. On propose tout d'abord au Conseil de tutelle de recommander "que l'Autorité administrante continue à encourager le Conseil de gouvernement local de Nauru à exercer progressivement ses pouvoirs". C'est là une recommandation que l'Autorité administrante peut accepter sans aucune limite.

Puis vient une recommandation directe : "et qu'elle [l'Autorité administrante] lui accorde d'autres pouvoirs législatifs". Cette recommandation n'est absolument pas conforme à l'opinion exprimée par le Conseil de tutelle à sa dix-huitième session. A cette session, en effet, le Conseil de tutelle a exprimé le vœu que l'Autorité administrante continue d'encourager le Conseil de gouvernement local à exercer toujours plus ses pouvoirs de façon qu'il soit possible de lui accorder de nouveaux pouvoirs. Or ce qui est d'importance fondamentale ici, c'est que, jusqu'à ce que le Conseil de gouvernement local exerce des pouvoirs plus étendus, l'Autorité administrante ne peut pas se sentir obligée et ne se sentirait même pas le droit d'étendre des pouvoirs qui, apparemment, dépassent déjà les exigences des autochtones membres du Conseil. Nous invitons instamment le Conseil de tutelle à ramener cette recommandation jusqu'au point où elle correspondra à l'opinion exprimée l'année dernière, avec la plus grande clarté, par le Conseil lui-même, sur la base du rapport de la Mission de visite ou dans la limite des opinions exprimées par celle-ci, c'est-à-dire que l'Autorité administrante devrait encourager le Conseil de Gouvernement local de Nauru à exercer ses pouvoirs toujours davantage de façon qu'il soit possible de lui accorder des pouvoirs allant au-delà de ceux qu'il a déjà.

Puis le texte continue : "de manière qu'il devienne finalement un organe législatif représentatif doté de pleins pouvoirs conformément à l'Article 76 b) de la Charte."

Ici encore, je me demande si nous n'anticipons pas considérablement. Ma délégation rappelle au Conseil le texte qui avait été adopté l'an dernier et qui correspondait parfaitement à la situation. L'année dernière, au lieu de dire ce qui se passerait en dernière analyse, le Conseil attirait l'attention de l'Autorité administrante sur le développement vers les objectifs de la Charte et l'extension progressive des pouvoirs du Conseil de gouvernement local. Je rappellerai ce qu'avait dit le Conseil l'année dernière :

"Le Conseil souhaite que l'Autorité administrante continue à encourager le Conseil de gouvernement local à utiliser plus largement ses pouvoirs, afin qu'il soit possible de lui en conférer de nouveaux, et de façon à accélérer le développement progressif d'un organe législatif jouissant de pouvoirs de plus en plus étendus conformément aux dispositions de l'Article 76, b, de la Charte des Nations Unies." (Assemblée générale, Documents officiels onzième session, supplément No 4 (A/3170), p. 339)

Cette recommandation voit les choses en face et n'essaie pas de prévoir ce qui doit se produire à l'avenir et ce qui dépend beaucoup du résultat des recherches faites sur toute la question de savoir ce que deviendra la communauté nauruane.

Ayant mentionné l'avenir de cette communauté, je dois demander au Conseil de passer à la dernière phrase de la recommandation proposée par le comité de rédaction. Ici encore, on nous demande de prendre "des mesures concrètes afin d'instituer en temps voulu un organe exécutif représentatif dans le Territoire".

Au stade actuel du développement législatif du Territoire, au moment où les Nauruans eux-mêmes ne sont pas prêts à exercer, sur le plan législatif, les pouvoirs dont ils disposent, il nous semble prématuré d'adopter une telle recommandation. En fait, ce qui est approprié - et c'est ce que fait l'Autorité administrante - c'est de souligner tout particulièrement l'autre aspect de la participation autochtone à l'administration, c'est-à-dire de mettre fortement l'accent sur la participation des Nauruans à l'administration elle-même. Lorsqu'on en vient au fait, on constate que l'organe exécutif de Nauru, île de deux ou trois mille habitants seulement, se compose en réalité d'une personne. Peut-être

M. Hamilton (Australie)

pourrais-je suggérer au Conseil une façon de ramener le paragraphe à un texte qui correspondrait mieux avec les vues de l'Autorité administrante. Ce texte se lirait comme suit :

"Le Conseil, constatant qu'il n'existe pas encore de représentation autochtone à l'organe exécutif de gouvernement dans le Territoire et que, alors que le Conseil de gouvernement local possède des pouvoirs législatifs complets en matière de gouvernement local, ses attributions, au niveau territorial, ne sont que consultatives, note les déclarations de l'Autorité administrante selon lesquelles a) le Conseil de gouvernement local n'a pas, jusqu'ici exercé tous les pouvoirs dont il a été investi et, b) au fur et à mesure que cet organe exercera davantage ses pouvoirs actuels, l'Autorité administrante envisagera de lui en accorder d'autres. Le Conseil de tutelle recommande que l'Autorité administrante continue à encourager le Conseil de gouvernement local de Nauru à exercer progressivement ses pouvoirs et répète à ce sujet les recommandations qu'il a faites à sa dix-huitième session."

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Conseil a entendu les observations du représentant de l'Australie sur le paragraphe 2. Nous sommes saisis du texte du Comité de rédaction et de l'amendement de l'Italie. Je voudrais savoir si le représentant de l'Australie n'a fait qu'une suggestion ou s'il veut que le Conseil vote sur sa proposition.

M. KOCIANCICH (Italie) (interprétation de l'anglais) : Le représentant de l'Australie présente-t-il un amendement formel au paragraphe 2? S'il le fait, je suis prêt à retirer mon propre amendement. Pour ce qui est des faits, le représentant de l'Australie a mieux reflété la situation dans le Territoire et, puisque mon amendement ne portait que sur les faits, je suis prêt, comme je l'ai dit, à le retirer et à voter en faveur de l'amendement de l'Australie, si c'en est un, jusqu'à la fin de la première phrase.

M. DAVIN (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Le représentant de l'Australie nous a exposé les erreurs que comporte ce paragraphe quant aux faits. Il nous a dit qu'il lui serait difficile de présenter des amendements. Je suis certain que ses propositions sont fort importantes et je suis prêt à les présenter sous forme d'amendements au nom de ma délégation. Il n'est sans doute pas nécessaire que j'en donne lecture.

M. KOCIANCICH (Italie) (interprétation de l'anglais) : La délégation de la Nouvelle-Zélande ayant présenté formellement son amendement, je retire le mien qui demandait la suppression des mots "et législatifs". Je suis d'accord avec l'amendement ainsi présenté par la délégation de la Nouvelle-Zélande et je voterai en sa faveur. Je demanderai un vote séparé sur la première phrase du paragraphe 2, jusqu'aux mots "envisagera de lui en accorder d'autres".

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Si j'ai bien compris, le représentant de la Nouvelle-Zélande est prêt à présenter formellement les suggestions faites par le représentant de l'Australie qui portent également sur la première phrase du paragraphe 2. C'est cela que je ne comprends pas très bien. Il faudrait que le texte nous soit présenté avant que nous votions sur le paragraphe 2.

M. DAVIN (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Si j'ai bien compris, le représentant de l'Italie retire son amendement visant à supprimer les mots "et législatifs". Je suis prêt à accepter les suggestions du représentant de l'Australie, suivant lesquelles le texte amendé serait le suivant :

"Le Conseil, constatant qu'il n'existe pas encore de représentation autochtone à l'organe exécutif de gouvernement dans le Territoire et que, alors que le Conseil de gouvernement local possède des pouvoirs législatifs complets en matière de gouvernement local, ses attributions, au niveau territorial, ne sont que consultatives, note les déclarations de l'Autorité administrante..."

le reste du texte sans changement jusqu'à la fin de la phrase. Et dans la phrase suivante, commençant par les mots "Le Conseil de tutelle recommande", le texte serait le même jusqu'au mot "progressivement" et ensuite dirait :

"et répète à ce sujet les recommandations qu'il a faites à sa dix-huitième session".

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'hésite à demander au Conseil de se transformer en Comité de rédaction, mais nous ferons de notre mieux.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je ne comprends absolument rien à tous ces amendements. Ne pourrait-on pas nous donner un texte révisé de tous ces amendements? Cela faciliterait certainement la tâche de ma délégation..

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Cette demande est parfaitement raisonnable. Je demanderai au représentant de Nouvelle-Zélande de bien vouloir préparer un texte de la variante proposée au paragraphe 2 et de le faire distribuer aussitôt que possible aux membres du Conseil. Mais je ne sais pas si nous pouvons voter sur le reste du texte du Comité de rédaction. Je proposerai de continuer notre examen, et de suspendre le vote sur le paragraphe 2 pour le moment. S'il n'y a pas d'objection, nous passerons au paragraphe 3.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais faire une brève remarque. Cette tendance se manifeste ici à revenir aux recommandations adoptées à la dix-huitième session du Conseil, c'est-à-dire à arrêter les travaux du Conseil en l'état où ils se trouvaient à la dix-huitième session. Pourquoi dans ce cas, examiner chaque année les rapports de l'Autorité administrante, pourquoi créer des Comités de rédaction et examiner la situation dans le Territoire ?

Il faut aller de l'avant et non pas à reculons. La Charte et l'Accord de tutelle l'exigent. Je comprends difficilement cette tendance à rétrograder, à tirer le Conseil en arrière. Nous perdons du temps, la session de l'Assemblée est proche, il faut que le Conseil aille de l'avant et non en arrière.

Sir Andrew COHEN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais seulement faire observer, en réponse aux remarques du représentant de l'Union soviétique, que quoi que l'on puisse penser d'un retour aux recommandations de la dernière session - et je n'exprime aucune opinion à ce sujet - cela vaut mieux, dans un organisme professionnel comme le nôtre, que de permettre au Conseil d'adopter des recommandations, qui, de façon patente, compliquent la tâche des organismes locaux et gouvernementaux. C'est certainement ce que nous devrions éviter de faire ici. Ma délégation, pour sa part, ne peut voter en faveur de ce texte qui me semble extrêmement confus.

M. HAMILTON (Australie) (interprétation de l'anglais) : J'aimerais ajouter un mot à ce que vient de dire le représentant du Royaume-Uni. L'objectif de ma délégation n'est pas de revenir à l'état de choses existant lors de la dix-huitième session, mais nous voudrions éviter qu'il y ait contradiction entre les opinions émises à la dix-huitième session et celles émises à la session actuelle; or, c'est ce qui se produirait si l'on adoptait le texte proposé par le Comité de rédaction.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Toutes ces observations ont trait au paragraphe 2. Nous y reviendrons plus tard, si le Conseil est de cet avis.

Nous passons maintenant aux autres paragraphes des conclusions et recommandations du Comité de rédaction. Il n'y a pas d'amendement proposé au paragraphe 3 je le mets donc aux voix.

Par 10 voix contre zéro, avec 4 abstentions, le paragraphe 3 est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Il n'y a pas d'amendement non plus au paragraphe 4.

M. HAMILTON (Australie) (interprétation de l'anglais) : Là aussi, j'éprouve une certaine hésitation, je regrette de le dire. A la deuxième ligne de ce paragraphe, il est question d'une exception au fait que tous les postes principaux de l'Administration du Territoire sont encore occupés par des fonctionnaires non-autochtones. Mais il ne semble pas que l'Autorité administrante sache de quelle exception il s'agit. Il y a plusieurs postes très importants dans l'Administration qui sont occupés par des autochtones. Cependant, il est évident que ceci est relatif à une question de mineure importance.

La seconde partie du paragraphe dit :

"...et notant d'autre part la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle, étant donné que les programmes de formation qui sont activement mis en oeuvre permettront aux Nauruans d'acquérir les connaissances techniques nécessaires, un plus grand nombre d'entre eux seront nommés à des postes supérieurs dans les cadres de l'Administration et des British Phosphate Commissioners, recommande à l'Autorité administrante de poursuivre ses efforts en vue d'élaborer des plans concrets de formation prévoyant non seulement l'enseignement technique nécessaire, mais aussi des cycles de formation "sur place", de manière que ces objectifs soient atteints le plus tôt possible".

"Ces objectifs" ne me semblent pas très clairs. Mais, ce qui est plus important encore, c'est que la recommandation ne semble pas ajouter grand chose aux mesures que l'Autorité administrante prend déjà. L'Autorité administrante a mis sur pied des plans de formation, et je n'en veux pour preuve que les plans de formation de ceux qui aspirent à des postes des responsabilités dans l'administration, les plans d'apprentissage qui n'ont pas seulement été projetés mais qui sont appliqués dans le Territoire et qui ne fournissent pas seulement une formation sur "place", mais aussi en dehors du lieu du travail, les plans de bourses scolaires par lesquelles l'Autorité administrante s'efforce d'encourager les Nauruans qui ont déjà suivi des cours en Australie à continuer de suivre des cours à l'Université ou à d'autres niveaux scolaires, dans des écoles techniques par exemple, et à s'armer ainsi des connaissances nécessaires pour occuper des postes supérieurs dans les cadres de l'administration et des British Phosphate Commissioners.

Tous ces plans existent déjà. Ils peuvent peut-être être développés davantage, et ils seront certainement appliqués dans une plus grande mesure. Ils sont déjà appliqués à présent. Mais, puisque tel est le cas, je me demande si, au lieu d' "élaborer des plans concrets de formation", le Conseil ne préférerait pas dire "développer et mettre en valeur ces plans de formation qui prévoient" - car ce n'est pas une question d'avenir, c'est déjà un fait - "non seulement l'enseignement technique nécessaire, mais aussi des cycles de formation "sur place"". L'on pourrait d'ailleurs éliminer le dernier membre de phrase qui, en effet, ne semble rien ajouter au paragraphe.

Puisque ceci ne constitue pas en fait un amendement, je voudrais demander un vote séparé sur le dernier membre de phrase. Mais je suggère au Conseil que la dernière phrase elle-même se lirait mieux si elle était rédigée de la manière suivante : "... poursuivre ses efforts en vue de développer et de mettre en oeuvre ces plans concrets de formation qui prévoient ...".

M. HUDDLESTON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je propose que l'on élimine le mot "élaborer", à la quatrième ligne à partir de la fin du paragraphe, et que l'on dise "développer et mettre en oeuvre".

M. HAMILTON (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais demander un vote séparé sur le mot "will", qui apparaît après les mots "training plans which" à la troisième ligne à partir de la fin du paragraphe dans le texte anglais.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je vais d'abord mettre aux voix le texte proposé par le représentant des Etats-Unis.

Par 7 voix contre 3, avec 4 abstentions, l'amendement est adopté.

Par 10 voix contre zéro, avec 4 abstentions, la première partie du paragraphe 4, amendée, jusqu'aux mots "des plans concrets de formation" y compris est adoptée.

Par 5 voix contre 4, avec 5 abstentions, le mot "will" dans le texte anglais est rejeté.

Les mots "qui prévoient non seulement l'enseignement technique nécessaire, mais aussi des cycles de formation "sur place"" sont adoptés à l'unanimité.

Par 7 voix contre 4, avec 3 abstentions, les mots "de manière que ces objectifs soient atteints le plus tôt possible" sont adoptés.

Par 12 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 4 dans son ensemble, amendé, est adopté.

Le paragraphe 5 est adopté à l'unanimité.

Par 12 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 6 est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La délégation de l'Italie a proposé un amendement au texte du paragraphe 7. Cet amendement apparaît dans le document T/L.798.

M. KOCIANCICH (Italie) (interprétation de l'anglais) : Le Conseil constatera que notre amendement ne modifie pas sensiblement le texte du paragraphe 7. Il ne s'agit, en quelque sorte, que d'un léger changement de rédaction. Nous demandons que le Conseil soit saisi des renseignements les plus complets possibles sur les opérations des British Phosphate Commissioners, qui ont directement trait à l'île de Nauru.

Si nous avons proposé cet amendement, c'est parce que nous pensons que le texte du Comité ne tient pas compte de deux faits : tout d'abord, que l'Autorité administrante, comme il est dit à la page 41 du rapport annuel, négocie déjà avec le Conseil de gouvernement local de Nauru en vue de l'augmentation des redevances sur les phosphates, ce dont le Conseil de tutelle doit prendre note; ensuite, que l'Autorité administrante présente, dans son rapport annuel, des renseignements sur les opérations des British Phosphate Commissioners, mais ces renseignements concernent l'ensemble des opérations, aussi bien dans l'île de Nauru que dans l'Ocean Island and Christmas Island.

L'Administration présente donc des renseignements sur les opérations des British Phosphate Commissioners et l'amendement proposé par ma délégation n'est destiné qu'à tenir compte des faits.

Je répète qu'à l'exception d'une modification de rédaction peu importante, la substance du paragraphe 7 n'est en rien changée, et j'espère que notre amendement pourra être adopté par le Conseil.

M. HAMILTON (Australie) (interprétation de l'anglais) : Il est difficile de présenter au Conseil des renseignements complets sur les opérations des British Phosphate Commissioners à Nauru et nous avons déjà expliqué pourquoi. Les British Phosphate Commissioners, comme l'indique le rapport, exercent leur activité dans d'autres îles également, et le système instauré à Nauru s'applique également à ces autres îles. De plus, l'Autorité administrante a déjà déclaré dans le passé que, comme d'autres Autorités administrantes, elle ne peut publier certains chiffres qui lui sont fournis de manière confidentielle. Cette publication

M. Hamilton (Australie)

pourrait en effet porter préjudice aux intérêts de cette industrie. L'Autorité administrante a, dans le passé, fait tout ce qui était en son pouvoir pour présenter au Conseil de nombreux renseignements sur les opérations des Commissioners. On peut s'en rendre compte en consultant la page 63 du rapport annuel où sont indiquées les quantités de phosphates exportées de Nauru et la valeur de ces exportations. De plus, aux pages 66 et 67 du rapport sont exposées les opérations complètes des Commissioners pour l'année se terminant le 30 juin 1956. Le bilan de ces opérations est reproduit, de même d'ailleurs que les observations des commissaires aux comptes.

Quant au prix du phosphate, n'importe qui peu le calculer, sur la base des chiffres fournis à la page 63 (quantité de phosphates exportées et valeur de ces exportations). Une simple opération arithmétique permettra, en effet, de voir combien les Commissioners ont vendu le phosphate et combien leurs opérations leur ont rapporté. Tous ces calculs sont donc très simples.

La seule indication qui n'est pas donnée dans le tableau, pour une raison que j'ignore, mais qui ne doit pas revêtir une très grande importance et dont le Conseil n'a pas à se préoccuper, est celle des taux d'assurance et de transport du phosphate en transit vers l'Australie, la Nouvelle-Zélande ou d'autres régions.

Si l'on étudie les comptes des commissaires, on constatera que près de deux millions de tonnes de phosphates ont été vendues pour le prix de trois millions de livres environ. Rien de plus facile, dans ces conditions, que de calculer le prix de la tonne. On voit que 3.400.000 livres sterling sont entrées dans les coffres des British Phosphate Commissioners mais que le bénéfice net ne s'est élevé qu'à 18.000 livres. Il s'agit donc d'une très petite marge de bénéfice. Il doit donc être clair qu'il ne s'agit pas là d'opérations destinées à produire des bénéfices, et les chiffres donnés dans le rapport permettront aux membres du Conseil de voir aisément quelles sont les sommes qui reviennent aux Commissioners et quelles sont celles qui reviennent à la population nauruane.

Pour ce qui est des avantages que les Nauruans retirent de cette entreprise - et cela ressort clairement du texte qui a été présenté par le Comité de rédaction - je prétends que cela est très clair sur la base de ces chiffres. J'ai fait quelques calculs rapides; si le Conseil veut bien me faire confiance, il est clair qu'environ un cinquième du coût des phosphates va directement ou indirectement aux Nauruans eux-mêmes. Il y a ici tous les éléments qui doivent permettre au Conseil de porter un jugement. Peut-être pourrions-nous apporter quelques éclaircissements sur ces chiffres; le Conseil jugera peut-être utile de nous demander des renseignements supplémentaires; mais, à mon avis, les chiffres produits sont beaucoup plus éloquentes que les membres du Conseil n'ont semblé le croire jusqu'ici; ces chiffres sont tous dans notre rapport; il suffit de les analyser comme les membres du Conseil analysent toutes les statistiques qui se trouvent dans d'autres sections du rapport ou tous les tableaux statistiques reproduits dans les rapports sur les autres Territoires sous tutelle.

Pour ce qui est du texte soumis par le Comité de rédaction, j'estime qu'il ne devrait pas être adopté par le Conseil; il insiste sur une question que j'ai tenté d'expliquer ici et qui a été expliquée à maintes reprises par mes prédécesseurs.

Le texte présenté par la délégation de l'Italie est beaucoup plus modéré et plus près des faits; il conclut en recommandant à l'Autorité administrante de communiquer au Conseil les renseignements les plus complets possible. Ainsi, l'Autorité administrante n'est pas appelée à rendre publics des renseignements qu'il convient de considérer comme confidentiels. Ma délégation n'a aucune objection à formuler contre ce texte.

Pour conclure, je voudrais répéter au Conseil ce que nous avons dit durant de nombreuses années : l'Autorité administrante estime que les redevances touchées par les Nauruans sur l'industrie des phosphates de l'île représentent un bénéfice équitable; le Conseil peut en juger sur la base des renseignements dont il dispose. Enfin, je voudrais demander au Conseil, comme le représentant de l'Italie l'a déjà demandé, de prendre en considération le fait qu'en ce moment-même des négociations se poursuivent afin de réviser certaines des redevances.

Par 7 voix contre 6, avec une abstention, l'amendement de l'Italie au paragraphe 7 du rapport du Comité de rédaction est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous passons au paragraphe 8 du rapport, au sujet duquel un amendement a été présenté par la délégation de l'Italie (T/L.798, par. 3).

M. KOCIANCICH (Italie) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation a présenté cet amendement au paragraphe 8 parce qu'elle a estimé que la recommandation contenue dans ce paragraphe n'est pas absolument justifiée par les faits. En effet, l'Autorité administrante a déclaré à plusieurs reprises - non seulement cette année, mais les années précédentes - que le système actuel consiste à pourvoir aux nécessités budgétaires par le paiement effectué par les British Phosphate Commissioners, mais que ce système élimine toute possibilité pour les British Phosphate Commissioners d'avoir une influence sur le budget. L'Administration prépare le budget d'une manière indépendante, et le soumet ensuite aux British Phosphate Commissioners qui couvrent les dépenses.

Or, le texte proposé par le Comité de rédaction dit que le Conseil prend note de la déclaration de l'Autorité administrante à l'effet que je viens de signaler, et dit plus loin que le Conseil pense néanmoins "que le système actuel de paiements directs par les Commissioners pour couvrir les dépenses de l'administration territoriale peut favoriser l'exercice de cette influence." Il y a là une déclaration trop vague et trop faible pour justifier la suggestion que l'Autorité administrante remanie les dispositions actuelles. En effet, l'Autorité administrante a déclaré que les dispositions actuelles donnent des résultats beaucoup plus satisfaisants que l'ancien système. Je crois savoir que de nombreuses délégations éprouvent des inquiétudes sur l'efficacité de ce système. Mais le Conseil n'a pas d'autre voie raisonnable à suivre que celle qui consiste à prier l'Autorité administrante de lui donner plus de renseignements sur la manière dont le budget est élaboré et dont les British Phosphate Commissioners paient pour couvrir les dépenses.

Pour sa part, ma délégation est satisfaite des renseignements fournis jusqu'à présent par l'Autorité administrante; c'est ce qui nous a incités à proposer notre amendement.

Il est procédé au vote sur le paragraphe 3 des amendements de l'Italie (T/L.798).

Il y a partage égal des voix : 6 voix pour, 6 voix contre et 2 abstentions.

Conformément à l'article 38 du règlement intérieur du Conseil, après une courte suspension de séance, il est procédé à un second vote.

Il y a 6 voix pour, 6 voix contre, et 2 abstentions. L'amendement de l'Italie n'est pas adopté.

Par 8 voix contre 6, le paragraphe 8 est adopté.

Sir Andrew COHEN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je désire expliquer mon vote. Ma délégation a été obligée de voter contre le paragraphe 8 tel qu'il est proposé par le Comité de rédaction parce que, d'après ce texte, le Conseil fait une recommandation qui semble méconnaître entièrement une déclaration de l'Autorité administrante qui figure dans le paragraphe précédent.

M. HAMILTON (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je tiens à expliquer mon vote également et mes raisons sont les mêmes que celles du représentant du Royaume-Uni. L'Autorité administrante a donné au Conseil, à d'innombrables occasions, l'assurance qu'aucune pression, aucune influence d'aucune sorte n'est exercée par les British Phosphate Commissioners sur l'Administration au moment où elle établit le budget. Le budget est simplement élaboré par l'Administration qui se borne à envoyer la note aux British Phosphate Commissioners; ceux-ci ne peuvent exercer aucune influence dans l'établissement du budget. Il n'y a aucune raison pour procéder à une révision. En fait, ma délégation a souligné en temps voulu que, d'après le système actuel, qui fonctionne depuis de nombreuses années, la contribution des British Phosphate Commissioners au budget de l'Administration a été considérablement augmentée.

M. HUDDLESTON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Pour expliquer le vote de ma délégation, je dirai que les Etats-Unis ne doutent pas que les dispositions existant actuellement dans le Territoire à ce sujet soient parfaitement satisfaisantes. Cependant, bon nombre de délégations, au cours du débat général, ont exprimé une certaine inquiétude à l'égard de ce système de finances publiques. C'est pour cette raison que la délégation des Etats-Unis a approuvé cette recommandation au Comité de rédaction. Nous avons pensé qu'en toute justice, étant donné ces nombreuses déclarations faites au cours du débat général, nous devons également appuyer cette recommandation au Conseil.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je désire expliquer brièvement le vote de ma délégation. Nous avons pris note de l'opinion de l'Autorité administrante, mais nous ne pouvons nous empêcher de penser que celui qui paie a quelque chose à dire dans une certaine mesure. A notre avis, le régime est peu satisfaisant à la base.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Puisque nous arrivons au paragraphe 9, je propose que le texte suivant y soit ajouté :

"...et considère que ces terres devraient être restituées aux Nauruans".

M. HAMILTON (Australie) (interprétation de l'anglais) : J'ai peine à croire que, puisque le Conseil connaît parfaitement les faits en la matière, il puisse envisager d'adopter une proposition telle que celle que vient de faire le représentant de l'Union soviétique. Il se peut fort bien que la terre appartienne aux Nauruans et, par conséquent, la question de son retour aux Nauruans ne se pose guère. Mais, pour le moment, la question qui est en jeu est celle qui fait l'objet d'une enquête approfondie et qui porte non seulement sur les titres qui existent à Nauru et en Australie, mais sur les documents qui existent dans d'autres parties du monde, aux fins d'établir la propriété de ces terres. Cette enquête est actuellement en cours. Lorsqu'elle sera terminée, on déterminera qui est propriétaire des terres et c'est alors qu'il faudra décider ce qu'il y a lieu d'en faire. Mais l'idée que le Conseil adopte dès maintenant une proposition préjugant le résultat de l'enquête semble contraire aux traditions du Conseil.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mettrai tout d'abord aux voix l'amendement proposé par la délégation de l'Union soviétique.

Par 7 voix contre 3, avec 4 abstentions, l'amendement de l'Union soviétique est rejeté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous passerons au vote sur le paragraphe 9 tel qu'il est proposé par le Comité de rédaction.

Par 11 voix contre zéro, avec 3 abstentions, le paragraphe 9 est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : En ce qui concerne le paragraphe 10, nous sommes saisis d'une proposition d'amendement émanant de la délégation de l'Italie.

M. KOCIANCICH (Italie) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation a proposé la suppression des mots : "sans avoir dûment consulté la population autochtone", qui figurent à la deuxième ligne du paragraphe. Nous faisons cette proposition parce que, à notre avis, cette déclaration n'est pas fondée. Certaines délégations au Conseil ont fait des recherches pour savoir si cette mesure a été prise avec ou sans consultation de la population. Or ce qu'a dit l'Autorité administrante, par la bouche du Représentant spécial, est que, à sa connaissance, il n'y a pas eu de consultation de la population. Cela ne signifie pas qu'en fait, il n'y ait pas eu consultation. A mon avis, si le Conseil veut savoir s'il y a eu ou non consultation, il lui suffit de demander à l'Autorité administrante de fournir les renseignements pertinents dans son prochain rapport annuel. C'est là, à mon avis, la seule manière d'agir. C'est pourquoi nous pensons qu'il n'est pas correct de dire que la décision a été prise sans consultation de la population. Cela ne correspond pas à ce qui a été déclaré devant le Conseil et nous estimons que ce n'est pas exact.

M. HAMILTON (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je m'excuse auprès du Conseil de prendre à nouveau la parole sur cette question. Le point de savoir si la population autochtone a été consultée en la matière peut être examiné à la lumière des faits suivants : lorsque l'Autorité administrante a décidé, à l'origine, de prendre la terre et d'établir un aéroport dans l'île, elle a consulté ceux qui étaient alors les représentants de la population, c'est-à-dire les membres du Conseil des chefs. Depuis lors, il n'y a eu aucune décision tendant à utiliser davantage de terrain. La seule décision prise a été celle d'agrandir la

M. Hamilton (Australie)

piste sur un terrain que l'Autorité administrante avait déjà pris à l'époque. A ce moment-là, l'Autorité administrante a été saisie de pétitions qui ont été remises au Conseil de tutelle. Ces pétitions émanaient de certaines personnes de la localité qui s'opposaient à la reprise du terrain sur lequel devait être construite la piste d'envol. Je ne me propose pas de lire intégralement le texte de la résolution qui avait été adoptée par le Conseil de tutelle à ce sujet le 15 mars 1951; je me bornerai à en rappeler le dispositif qui était ainsi conçu :

"Le Conseil de tutelle,

"1. Renouvelle aux pétitionnaires l'assurance que leur a déjà donnée la Mission de visite, suivant laquelle l'Organisation des Nations Unies n'est pour rien dans la décision du Gouvernement australien d'acquérir le terrain d'atterrissage à titre permanent;" (Documents officiels de la Huitième session du Conseil de tutelle, supplément No 1, résolution 325, p. 28).

Je rappelle qu'il s'agissait là d'une décision du Conseil de tutelle et non pas d'une déclaration de l'Autorité administrante. Le paragraphe 2 du dispositif de cette résolution était ainsi rédigé :

"2. Estime que l'on servirait mieux l'intérêt de l'ensemble de la population de Nauru en conservant le terrain d'atterrissage actuel qu'en rendant la terre aux pétitionnaires, à condition toutefois qu'ils reçoivent une juste indemnité;" (Ibid.).

Enfin, le paragraphe 3 se lisait ainsi :

"3. Note que l'Autorité chargée de l'administration fait le nécessaire pour conclure un accord sur cette question avec le Conseil des Chefs de Nauru;" (Ibid.).

Ce ne sont là que des extraits de la résolution adoptée alors par le Conseil, mais les principes en sont très clairs. De plus, si la Mission de visite, avant l'adoption de cette résolution, a estimé qu'une piste d'envol était nécessaire; si le Conseil de tutelle, lorsqu'il a adopté cette résolution, a estimé également qu'une piste d'envol était nécessaire; si le Conseil de tutelle, lorsqu'il a adopté la résolution 843 (XII) a encore estimé qu'une piste d'envol était nécessaire; si la Mission de visite de 1953 et la Mission de visite de 1956 ont toutes deux pensé qu'une piste d'envol était nécessaire, il semble que le moment ne soit guère choisi pour se demander si, vraiment, une piste d'envol est nécessaire.

L'Autorité administrante n'a pas le moindre doute et il semble que l'opinion du Conseil, fréquemment exprimée, ne laissera aucun doute à personne au monde sur le fait que l'Autorité administrante et le Conseil ont reconnu que cette piste d'envol est, en fait, nécessaire à Nauru. Ceci dit, et c'est la chose la plus importante, nous n'avons à nous occuper maintenant que de savoir si la piste devrait être telle que des avions puissent y atterrir. Si le Conseil reconnaît - et il l'a reconnu depuis longtemps - qu'il faut une piste d'envol, il doit également reconnaître nécessaire qu'elle soit utilisable. Toute décision prise, pour des raisons purement techniques, d'agrandir la piste d'envol sur des terrains actuellement utilisés et qui ont été depuis longtemps utilisés par l'Autorité administrante, est parfaitement justifiée.

J'ai rappelé le fait que l'Autorité administrante avait consulté le Conseil des chefs, et, en 1951, le Conseil de tutelle avait remarqué que l'opinion était divisée au sein de ce Conseil des chefs sur ce sujet. Le Conseil des chefs représentait à ce moment-là la population nauruane, car il n'y avait pas de gouvernement local à cette époque. Le Conseil des chefs a été depuis lors remplacé par le gouvernement local.

Un dernier mot sur le dernier membre de phrase du paragraphe, qui stipule :

"...afin que le Conseil puisse évaluer dans quelle mesure elle compensera les avantages qu'offrirait l'utilisation du terrain par des particuliers."

(T/L.795) Annexe I .

Comment évaluera-t-on cette compensation, quels que soient les chiffres fournis ? Si nous avançons qu'un malade a été, au cours de l'année, évacué de Nauru par avion, le Conseil estimera-t-il que cela compensera les avantages que la population de Nauru aurait pu retirer de l'utilisation du terrain par des particuliers ? Aucune évaluation de cette sorte ne peut être faite, il faut juger des choses selon une optique plus large.

On peut songer au fait que Nauru est une entité en soi, et que la plupart des entités politiques en soi, ont au moins une piste d'envol, un aéroport. On peut admettre que toutes les missions de visite ont dû, dans le passé, arriver à Nauru par la voie des airs et que la suppression de la piste d'envol rendrait l'accès à ce Territoire beaucoup plus difficile.

M. Hamilton (Australie)

Il y a de nombreux faits de ce genre, et je demande donc au Conseil d'appuyer l'amendement déposé par le représentant de l'Italie. Je crois, de plus, que nous devrions voter séparément sur la fin de ce texte, car je ne crois pas que le Conseil, même muni des renseignements que l'Autorité administrante sera très heureuse, je n'en doute pas, de fournir, voudra déclarer officiellement qu'un nombre donné de vols pourra être mis en balance avec un nombre donné de malades sauvés ou de visites de la Mission de visite dans l'île de Nauru. Pouvons-nous donc avoir un vote séparé sur cette partie du texte qui suit les mots "circulation aérienne prévue", c'est-à-dire voter séparément sur les mots :

"... afin que le Conseil puisse évaluer dans quelle mesure elle compensera les avantages qu'offrirait l'utilisation du terrain par des particuliers." (T/L.795) Annexe I.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : J'ai écouté avec le plus grand soin la déclaration que vient de faire le représentant de l'Australie, mais il me faut quelques renseignements complémentaires. Je ne crois pas que pour l'instant, nous nous préoccupions de la suppression de la piste d'envol qui existe actuellement. La question en jeu est celle de l'agrandissement de la piste et du terrain qui a été en outre acquis à cette fin. Le Comité de rédaction dit ici que ce terrain supplémentaire a été acquis sans consultation de la population autochtone. Le représentant de l'Australie nous a dit que le Conseil des chefs avait été consulté mais que l'opinion était divisée au sein de ce Conseil. On peut donc dire, en toute justice qu'il y a eu consultation sous une certaine forme mais que cette consultation ait été faite comme il convenait ou non, ceci est une autre affaire.

D'autre part, il ne m'apparaît pas clairement si le consentement de la population autochtone a été obtenu ou non. Je crois que toute la question est là. Nous sommes prêts à accepter l'opinion du représentant de l'Australie qui affirme qu'il y a eu une certaine consultation. Mais le consentement de la population ou du Conseil des chefs a-t-il été obtenu avant l'acquisition de ce terrain supplémentaire pour l'agrandissement de la piste d'envol ? Si l'on n'a pas obtenu ce consentement, je crois que nous devrions supprimer les mots "dûment consulté", et nous dirions "sans le consentement de la population autochtone". J'essaie d'obtenir une précision sur les faits.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je crois que certains renseignements seront obtenus lorsque nous voterons sur l'amendement proposé par le représentant de l'Italie.

M. HAMILTON (Australie) (interprétation de l'anglais) : Nous n'avons pas reçu de décision du Conseil de Gouvernement local de Nauru en la matière, sur la question de savoir si la piste d'envol doit ou non être utilisée. Des vues différentes sont exprimées, suivant que les gens s'intéressent ou non à la région. Le fait est que tous les propriétaires des terrains en question ne s'opposent pas à l'acquisition de la terre. Certains d'entre eux seulement s'y opposent. De plus, nous parlons d'un fait qui s'est produit en 1952. La question du développement de la piste d'envol s'est posée probablement parce que l'Autorité administrante a déclaré à la page 24 de son rapport annuel :

(interprétation de séance)

"La question de la piste d'envol a été examinée et il a été décidé qu'un aéroport était nécessaire dans l'intérêt général de la collectivité nauruane. Des dispositions financières seront prises dans le budget de 1957-1958, dispositions suffisantes pour qu'il soit possible d'agrandir le terrain de façon à pouvoir y utiliser des quadrimoteurs."

C'est là une décision technique. Il s'agit d'autre part de terrains acquis depuis longtemps, en vertu de l'ordonnance No 6 de 1952, ordonnance dont la lecture ne ferait que lasser les membres du Conseil.

Sir Andrew COHEN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Puis-je demander une précision au représentant de l'Australie ? Il a dit je crois, que le terrain sur lequel on doit procéder à cet agrandissement de la piste fait partie du terrain au sujet duquel la décision originale avait été prise et pour lequel le Conseil des chefs avait été consulté. Ai-je raison ?

M. HAMILTON (Australie) (interprétation de l'anglais) : Oui, il en est bien ainsi, le terrain qui sera affecté par l'agrandissement de la piste d'envol est un terrain qui avait été à l'origine acquis, qui avait fait l'objet de pétitions que le Conseil avait étudiées il y a longtemps, pour lesquelles le Conseil avait pris des décisions à la suite de l'opinion exprimée par deux ou trois missions de visite.

Sir Andrew COHEN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) :

Dans ce cas, je me demande s'il est possible de résoudre la difficulté en recourant à un amendement un peu différent de celui qui est proposé par le représentant de l'Italie. L'amendement présenté par le représentant de l'Italie, en tout état de cause, ne me semble pas résoudre entièrement le problème; en effet, il laisse en suspens la phrase "notant que l'Autorité administrante a décidé d'agrandir la piste d'envol", si on l'accepte, et la phrase ne paraît pas très claire. Ne vaut-il pas mieux adopter un amendement qui s'en tienne aux faits et qui évite d'inclure des paroles pouvant prêter à controverse?

Je propose donc, à titre de variante à l'amendement, de dire ce qui suit :

"Le Conseil, notant que l'Autorité administrante a décidé d'agrandir la piste d'envol, en utilisant un terrain inclus dans la région au sujet duquel le Conseil des chefs avait été consulté ...".

Ceci est une simple citation de faits.

M. KOCIANCICH (Italie) (interprétation de l'anglais) : Cet amendement est tout à fait acceptable et je retire le mien.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Dans ce cas, nous sommes saisis d'un amendement présenté par le représentant du Royaume-Uni.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais simplement dire qu'il y a une grande pénurie de terres arables dans ce Territoire sous tutelle et que toute acquisition de terres aux fins d'agrandissement de la piste d'envol, particulièrement devant l'opposition de certains propriétaires, est une décision peu satisfaisante à notre avis. Le fait que le terrain a été acquis il y a plusieurs années n'est pas un fait pertinent ici. Notre vote sera régi par cette opinion.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Pour préciser les faits mentionnés par le représentant du Royaume-Uni, il faut remarquer que, dans le rapport même de l'Autorité administrante, l'on voit clairement que la majorité des autochtones propriétaires de ces terrains ont protesté contre l'aliénation de ces terres.

M. HAMILTON (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais simplement faire remarquer que, dans la mesure où on peut dire - et je n'ai pas devant moi la citation que le représentant de l'Union soviétique vient de mentionner - qu'il s'agit de la majorité, il ne s'agit certainement pas de la totalité des propriétaires et certainement pas de la majorité de la population de Nauru.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je voudrais savoir si le Conseil a clairement en tête, aux fins de vote, l'amendement présenté par le représentant du Royaume-Uni, dont je vais donner lecture :

"Le Conseil, notant que l'Autorité administrante a décidé d'agrandir la piste d'envol, en utilisant un terrain inclus dans la région, au sujet duquel le Conseil des chefs avait été consulté à l'origine, demande à l'Autorité administrante ...", etc.

Le représentant de l'Italie a retiré son amendement en faveur de celui que je viens de lire et je demande au Conseil de se prononcer sur ce texte.

Par 7 voix contre 5, avec 2 abstentions, l'amendement de la délégation du Royaume-Uni est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je vais mettre aux voix le texte du paragraphe 10; avec l'amendement adopté, jusqu'aux mots "circulation aérienne prévue."

Par 5 voix contre 3, avec 4 abstentions, ce texte est rejeté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le texte du paragraphe 10 adopté par le Conseil se lit :

"Le Conseil, notant que l'Autorité administrante a décidé d'agrandir la piste d'envol, en utilisant un terrain inclus dans la région, au sujet duquel le Conseil des chefs avait été consulté à l'origine, demande à l'Autorité administrante de fournir au Conseil des renseignements sur la circulation aérienne prévue."

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Comme ce texte a été modifié, je voudrais demander qu'il soit mis aux voix.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : A la demande du représentant de l'Union soviétique, il en sera ainsi fait. Je ne l'avais pas cru nécessaire. Je mets aux voix le texte du paragraphe 10, tel qu'il vient d'être amendé.

Par 7 voix contre 3, avec 4 abstentions, le paragraphe 10, amendé, est adopté.

La séance, suspendue à 16.h. 30, est reprise à 16 h. 50.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous poursuivons l'examen du rapport du Comité de rédaction sur la situation dans le Territoire sous tutelle de Nauru, et nous passons au paragraphe 11.

M. HAMILTON (Australie) (interprétation de l'anglais) : Il est dit, dans la dernière phrase de ce paragraphe, que l'Autorité administrante "pourrait sans doute éliminer toute apparence de différenciation entre les salaires versés aux Nauruans et les salaires versés aux ouvriers immigrants si elle établissait un barème unique dans lequel figureraient les divers emplois."

Le conseil devrait comprendre que puisque l'Autorité administrante n'est pas en mesure, pour le moment, de nommer des Nauruans qualifiés aux postes importants de l'Administration - et cela parce qu'il n'existe pas actuellement de Nauruans qualifiés - elle est obligée de demander à des immigrants de se rendre dans le Territoire pour y occuper certains emplois. S'il était possible de confier ces emplois à des Nauruans et de leur accorder des salaires correspondants, ce serait chose faite. Mais, en l'absence de Nauruans qualifiés, l'Administration doit s'adresser à des Européens ou à des non autochtones pour occuper ces postes dans le Territoire. Elle est obligée de leur verser des salaires suffisants pour qu'ils acceptent de venir occuper de tels emplois à Nauru. Ces salaires sont sans doute différents de ceux que recevraient des Nauruans qualifiés s'ils occupaient les mêmes postes. Mais il faut bien comprendre qu'un non autochtone qui accepte de venir de fort loin pour travailler dans cette petite île doit recevoir un salaire supérieur à celui auquel pourrait prétendre une personne vivant sur place. C'est pourquoi il n'est que normal que l'Autorité administrante maintienne des barèmes différents de traitements.

Le Conseil devrait donc admettre qu'il ne peut demander à l'Autorité administrante, en tous cas dans les conditions actuelles, de supprimer ces différences de traitements. Je comprends qu'il ne s'agit que d'une suggestion de la part du Conseil, mais je pense que ce n'est pas le moment de faire cette suggestion.

Dans ces conditions, je demande un vote par division.

M. DORSINVILLE (Haïti) : La deuxième phrase du paragraphe 11 ne me semble pas très claire, dans le texte français, où il est dit que "de l'avis du Conseil, l'Autorité administrante pourrait sans doute éliminer toute apparence de différenciation entre les salaires versés aux Nauruans et les salaires versés aux ouvriers immigrants si elle établissait un barème unique dans lequel figureraient les divers emplois". Je n'ai pas vu le texte anglais, mais il me semble difficile d'admettre la version française qui demande de faire figurer les divers emplois dans un barème unique. Je suppose que l'on voulait dire qu'il faudrait établir un barème unique de salaires pour les divers types d'emplois. Donc, j'aimerais que l'on tienne compte de cette observation afin de rectifier le texte.

Par ailleurs, le représentant de l'Australie vient de faire une observation au sujet des Nauruans, qui sont sur place, et des ouvriers immigrants, qui viennent de l'étranger. Il nous a dit que ces ouvriers immigrants doivent, en principe, recevoir un salaire plus élevé que les Nauruans qui pourraient occuper les mêmes postes, puisqu'ils viennent de très loin et que l'Autorité administrante doit tenir compte du fait qu'ils vivent à l'étranger. Je crois que, d'ordinaire, on tient compte d'une pareille situation en accordant, en plus du salaire de base, des compensations pour expatriation, pour cherté de vie, ou pour d'autres raisons. Si telle est l'interprétation que les membres du Comité avait à l'esprit en faisant cette suggestion, peut-être pourrait-on reprendre cette idée et tourner la phrase d'une autre manière. En tout cas, j'éprouve quelques difficultés à accepter le texte actuel de la deuxième phrase du paragraphe 11, pour les deux raisons que j'ai exposées et que je répète : d'une part, il semble difficile d'admettre que l'on puisse établir un barème unique dans lequel figureraient les divers emplois et l'on veut sans doute parler ici d'un barème indiquant les salaires de base; d'autre part, en tenant compte des observations qui ont été présentées par le représentant de l'Australie, il serait peut-être approprié de mentionner des compensations qui seraient versées aux immigrants à titre de prime d'expatriation, de cherté de vie, ou pour toute autre raison.

Je voudrais donc que l'on revoie la deuxième phrase du paragraphe 11.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Conseil votera donc le paragraphe 11 par division, ainsi qu'il a été demandé.

Sir Andrew COHEN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Les observations que viennent de faire les représentants d'Haïti et de l'Australie me semblent fort pertinentes et je crois qu'il serait difficile de voter sur le texte tel qu'il apparaît à l'heure actuelle. Il semble nécessaire d'amender ce texte.

M. HUDDLESTON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Lorsque le Comité de rédaction a choisi cette terminologie, c'était dans l'idée qu'il n'existait pas des barèmes de salaires différents pour les Nauruans et pour les immigrants. A la suite de l'observation faite par le représentant de l'Australie, je voudrais proposer formellement que les mots "apparence de" soient supprimés du texte du paragraphe 11.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets aux voix la première partie du paragraphe 11, tel qu'il est soumis par le Comité de rédaction, à savoir depuis les mots "Le Conseil" jusqu'aux mots "leur niveau de vie".

Par 11 voix contre zéro, avec 3 abstentions, la première partie du paragraphe 11 est adoptée.

Sir Andrew COHEN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) :
Je me suis abstenu sur ce texte, parce que tout ceci me paraît inintelligible.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous passons à la deuxième phrase du paragraphe 11, au sujet de laquelle un amendement a été proposé, à savoir l'élimination des mots "apparence de".

M. KOCIANCICH (Italie) (interprétation de l'anglais) : Avant de passer au vote sur cette deuxième phrase du paragraphe 11, je voudrais demander au représentant des Etats-Unis pourquoi sa délégation propose de supprimer les mots "apparence de".

M. HUDDLESTON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :
Le rapport annuel donne deux barèmes de salaires, l'un pour les Nauruans, l'autre pour les Européens. Nous avons eu l'impression que ces barèmes ne faisaient pas de différences entre les deux groupes lorsqu'il s'agissait du même travail, mais qu'il y avait simplement deux titres différents dans le rapport annuel. C'est pourquoi le texte du Comité de rédaction parle d'apparence de différenciation. S'il y a vraiment une différence entre les salaires payés pour un même travail, les mots "apparence de" ne signifient plus rien; il faut donc les éliminer.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets aux voix l'amendement de la délégation des Etats-Unis, consistant à supprimer du texte du paragraphe 11 les mots "apparence de".

Par 7 voix, contre zéro, avec 7 abstentions, l'amendement des Etats-Unis est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Les mots "apparence de" ayant été supprimés, le Conseil va maintenant procéder à un vote séparé sur le texte amendé de la deuxième phrase du paragraphe 11.

Sir Andrew COHEN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais une précision. Je me demande si le texte ne serait pas plus intelligible si nous ajoutions quelques mots à la fin de la phrase. Nous pourrions ajouter, par exemple - et ceci répond aux préoccupations du représentant d'Haïti - "avec la prime d'expatriation appropriée". Le représentant de l'Australie peut-il nous dire si cette adjonction lui paraît utile?

M. HAMILTON (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je crois que nous allons aboutir à la confusion. Plus nous entrons dans le détail de cette question, plus elle se complique. La suggestion du représentant du Royaume-Uni pourrait être utile; mais ma délégation pense que la différence entre les barèmes de salaires est purement académique; par conséquent, même si cet amendement était adopté, il n'aurait pas grande utilité.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets aux voix le texte amendé de la seconde phrase du paragraphe 11.

Par 6 voix contre 4, avec 4 abstentions, la seconde phrase amendée du paragraphe 11 est adoptée.

Par 7 voix contre 3, avec 3 abstentions, le paragraphe 11, ainsi amendé, est adopté dans son ensemble.

M. KOCIANCICH (Haïti) (interprétation de l'anglais) : Je désire expliquer le vote de ma délégation. Nous nous sommes abstenus lors du vote sur la deuxième phrase du paragraphe 11. Nous croyons que le but de cette phrase est déjà atteint par la première où il est dit que "le Conseil exprime l'espoir que l'Autorité administrante intensifiera ses efforts... afin d'assurer la mise en oeuvre effective du principe 'à travail égal, salaire égal'". A notre avis, il n'est donc pas nécessaire de s'étendre davantage sur ce point.

M. DORSINVILLE (Haïti) : Alors que j'ai voté pour la première phrase du paragraphe 11, je me suis abstenu sur la deuxième et sur le paragraphe dans son ensemble pour les deux raisons que j'ai fait valoir. Je regrette que l'on n'ait pas tenu compte de mon observation quant à la deuxième phrase. Malgré l'amendement des Etats-Unis, le sens de cette phrase me paraît encore obscur. J'aurais préféré avoir un texte plus clair; je n'ai pu l'obtenir et, par conséquent, je me suis abstenu lors du vote sur l'ensemble du paragraphe.

Par 11 voix contre zéro, avec 3 abstentions, le paragraphe 12 est adopté.

M. HUDDLESTONE (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : J'attire l'attention du Conseil sur le fait que, dans le texte anglais du paragraphe 12, le mot "extractions" est au pluriel. Je crois qu'il devrait être au singulier.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La correction sera faite.

M. HAMMON (Australie) (interprétation de l'anglais) : Au paragraphe 13, si le Conseil "note avec satisfaction que des progrès ont été accomplis", il serait plus clair de dire "le Conseil note avec satisfaction les progrès accomplis". C'est là une simple suggestion à laquelle je n'attache pas d'importance. Je veux simplement rappeler au Conseil qu'en effet, de grands progrès ont été accomplis dans ce domaine. Le programme est terminé; il a été mis en application et il a maintenant été modifié pour s'étendre à des personnes auxquelles il ne s'appliquait pas tout d'abord.

M. HUDDLESTONE (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :
Je propose formellement que soit acceptée la correction que vient d'indiquer
le représentant de l'Australie.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets aux voix
l'amendement qui est ainsi présenté, c'est-à-dire que le paragraphe 13 commencerait
ainsi : "Le Conseil note avec satisfaction les progrès accomplis..."

Par 12 voix contre zéro, avec 2 abstentions, l'amendement est adopté.

Par 11 voix contre zéro, avec 3 abstentions, le paragraphe 13, ainsi amendé,
est adopté.

M. HAMILTON (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je propose une
très légère modification de rédaction au texte anglais du paragraphe 14. Il
s'agit de remplacer le mot "their", à la dernière ligne de ce paragraphe, par
le mot "the". Il semble qu'il y ait eu là simplement une erreur de dactylographie.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : C'est en effet une légère
modification de rédaction. La correction sera faite.

Par 13 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 14 est adopté.

Par 13 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 15 est adopté.

M. KOCIANCICH (Italie) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation
a proposé un amendement au paragraphe 16. Cet amendement aurait pour effet
de modifier de la façon suivante la dernière phrase de ce paragraphe, qui se
lirait ainsi :

"Le Conseil espère que, lorsqu'un plus grand nombre d'étudiants auront
reçu la formation requise, l'Autorité administrante hâtera l'organisation
de cours complets d'enseignement secondaire..."

Nous avons fait cette proposition pour tenir compte de la déclaration de
l'Autorité administrante que l'on trouve dans le document T/PV.813 et selon
laquelle l'enseignement secondaire sera étendu dès qu'il y aura un nombre
suffisant d'élèves susceptibles de recevoir cet enseignement.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (inter-
prétation du russe) : Je demande que la première phrase du paragraphe 16 soit mise
aux voix séparément. En effet, on nous demande, par cette phrase, de féliciter

M. Bendrychev (URSS)

l'Autorité administrante des progrès enregistrés dans le domaine de l'enseignement. Il ne s'agit pas de l'enseignement primaire seulement, mais de l'enseignement en général. Or il serait bien difficile que le Conseil exprime sa satisfaction des progrès réalisés dans le domaine de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement supérieur. Ce serait abusif et c'est pourquoi je demande un vote par division.

Par 11 voix contre zéro, avec 3 abstentions, la première phrase du paragraphe 16 est adoptée.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets maintenant aux voix l'amendement présenté par la délégation de l'Italie et consistant à insérer les mots "lorsqu'un plus grand nombre d'étudiants auront reçu la formation requise" entre les mots "espère que" et "l'Autorité administrante".

Par 6 voix contre 3, avec 4 abstentions, cet amendement est adopté.

Par 9 voix contre zéro, avec 5 abstentions, le paragraphe 16 est adopté dans son ensemble.

M. HAMILTON (Australie) (interprétation de l'anglais) : Il y a un certain manque de logique entre la satisfaction exprimée, au paragraphe 17, au sujet du travail fait par l'Autorité administrante dans le domaine de l'enseignement primaire et secondaire, et, d'autre part, la suggestion que l'Autorité administrante devrait intensifier ses efforts pour former des spécialistes parmi les Nauruans, à un niveau supérieur. Il est clair que, jusqu'à ce que des Nauruans soient passés par l'enseignement secondaire, aucun d'entre eux ne pourra suivre l'enseignement supérieur. Si l'Autorité administrante redouble d'efforts pour étendre l'enseignement primaire et secondaire - et le Conseil vient de reconnaître que tel est le cas en adoptant le paragraphe 16 du rapport du Comité de rédaction - dans ce cas, il serait peu approprié de prétendre que l'Autorité administrante ne fait pas suffisamment d'efforts pour former des Nauruans au niveau supérieur. Cela se fait, de toutes façons, pour les niveaux primaire et secondaire afin de permettre ensuite aux étudiants d'atteindre un niveau supérieur.

Ceci dit, et cette terminologie étant assez embrouillée, le Conseil ne pourrait-il pas adopter, dans la dernière partie du paragraphe 17, le texte suivant :

"et recommande que l'Autorité administrante poursuive ses efforts pour assurer aux étudiants nauruans un enseignement supérieur".

Ceci serait conforme au paragraphe précédent.

M. HUDDLESTON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je propose formellement la suggestion faite par le représentant de l'Australie,

M. BIENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : J'ai une seule question : Comment est-il possible de poursuivre un effort qui n'a pas encore été commencé ? Il n'y a pas encore un seul Nauruan poursuivant des études supérieures dans le Territoire. Le sens de l'amendement proposé serait-il qu'une personne non existante devrait poursuivre des études supérieures ?

Sir Andrew COHEN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Le représentant de l'Union soviétique sera sans doute d'accord pour penser avec moi qu'avant de construire les murs d'une maison, il faut en construire les fondations. C'est ainsi que sa question aura trouvé une réponse.

Par 11 voix contre une, avec 2 abstentions, l'amendement au paragraphe 17 est adopté.

Par 11 voix contre zéro, avec 3 abstentions, le paragraphe 17 est adopté.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais expliquer brièvement mon vote sur le paragraphe 17.

Ma délégation a voté en faveur du paragraphe 17 parce que nous sommes d'avis que si l'on essaie longuement et obstinément de faire quelque chose, on aboutit toujours à un résultat.

Par 13 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 18 est adopté.

Le paragraphe 19 est adopté à l'unanimité.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous revenons maintenant au paragraphe 2. Le Conseil est saisi d'un texte nouveau proposé par la Nouvelle-Zélande, amendant le texte du Comité de rédaction.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais demander une explication au représentant de la Nouvelle-Zélande, auteur de ce texte remanié. Dans cet amendement, il nous demande de songer au fait qu'il n'y a pas encore de représentation autochtone dans l'organisme exécutif du gouvernement, mais, autant que je le sache, il n'y a pas d'organisme exécutif dans le Territoire. L'exécutif c'est l'Administrateur lui-même.

M. DAVIN (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : C'est bien dans ce sens que nous employons le mot "organisme". Il s'agit de l'Administrateur qui est l'organisme du gouvernement, même s'il est une seule personne. En fait, il est aidé d'un personnel, mais c'est lui qui représente l'organisme exécutif du gouvernement dans le Territoire.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : S'il n'y a pas d'autres observations, je vais mettre aux voix l'amendement proposé.

Par 9 voix contre 5, l'amendement est adopté.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Au cours du débat sur le nouveau texte proposé par le représentant de la Nouvelle-Zélande pour remplacer le texte du paragraphe 2 proposé par le Comité de rédaction, il a été indiqué que, dans le texte de la Nouvelle-Zélande, il était fait allusion aux organes de gouvernement local. Comme on le sait, cette section de rapport traite du développement des organes exécutifs et législatifs dans le Territoire; donc, la recommandation qu'on nous présente ne reflète pas cette question. C'est pourquoi je propose que nous ajoutions à cette section du rapport le texte suivant :

"Le Conseil exprime le vœu que l'Autorité administrante fixe des dates précises pour le développement d'organes représentatif, exécutif et législatif, ainsi que le développement de leur mandat, afin d'accélérer le développement progressif de ces organes, conformément aux dispositions de l'Article 76 b) de la Charte."

Je dois présenter ce texte parce que le texte de compromis, auquel le Comité a consacré beaucoup de temps, a été rejeté et la recommandation adoptée ne contient rien au sujet du développement des organes législatifs dans le Territoire.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Conseil a entendu l'amendement proposé. Il s'agit, si je comprends bien, d'insérer un nouveau paragraphe à l'annexe I.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Oui; ceci vient compléter le paragraphe 2 - nous pourrions également l'appeler paragraphe 2 a), sous le titre "Développement des organes exécutifs et législatifs et extension de leurs pouvoirs".

Sir Andrew COHEN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Si j'ai bien compris, le représentant de l'Union soviétique a dit que le texte qui vient d'être adopté par le Conseil ne mentionne pas du tout les questions

législatives et qu'il ne fait allusion qu'au gouvernement local. Si l'on étudie les recommandations qui ont été approuvées à la dix-huitième session et qui sont mentionnées dans cette nouvelle recommandation, on voit que ce n'est pas le cas. En fait, à la page 328 du texte du rapport du Conseil de tutelle de cette session, on voit que la recommandation mentionne la création d'un organe législatif. Je ne crois donc pas que ce qui vient d'être dit soit entièrement valable.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Si nous lisons la dernière phrase du texte qui vient d'être adopté, nous verrons que le Conseil recommande que l'Autorité administrante "continue à encourager le gouvernement local de Nauru à exercer progressivement ses pouvoirs et répète à ce sujet les recommandations qu'elle a faites à sa dix-huitième session". En d'autres termes, l'Autorité administrante doit encourager le Conseil de gouvernement local à s'acquitter de ses fonctions de façon plus large. C'est là ce que l'on peut déduire du texte proposé par le représentant de la Nouvelle-Zélande.

M. HAMILTON (Australie) (interprétation de l'anglais) : Nous semblons avoir déjà traité de ce paragraphe, mais je ne me propose pas de soulever une question de procédure à ce sujet. Cependant, je crois très fermement que des questions aussi importantes devraient être traitées à fond, même si elles sont soulevées en vertu d'une procédure quelque peu inhabituelle peut-être. Cette question peut être traitée quant au fond, et ce rapidement.

Le fait est que la recommandation, déjà adoptée par le Conseil, est une recommandation qui indique que l'Autorité administrante a continué d'encourager le Conseil de gouvernement local à exercer progressivement ses pouvoirs afin qu'il soit possible d'accorder à ce Conseil de nouveaux pouvoirs en dehors de ceux qui existent maintenant, et afin d'accélérer le développement progressif d'un organe législatif ayant des pouvoirs toujours plus larges, conformément aux dispositions de l'Article 76 b) de la Charte des Nations Unies.

Adopter un texte tel que celui proposé à l'instant par le représentant de l'Union soviétique est donc parfaitement contraire à la recommandation que le Conseil vient de répéter. Le représentant de l'Union soviétique semble croire que cette question peut être réglée par une décision arbitraire de l'Autorité administrante qui pourra tout simplement déclarer qu'à une

certaine date les pouvoirs du Conseil seront élargis. Mais si cette procédure était adoptée, elle serait en conflit flagrant avec la procédure que le Conseil vient d'adopter à l'instant même; en d'autres termes, ceci serait contraire à la procédure selon laquelle le développement des pouvoirs de cet organe devrait être soumis à la condition de l'utilisation que font les Nauruans de leurs pouvoirs actuels. Quand et aussitôt que les Nauruans exerceront les pouvoirs qu'ils ont - ce qui sera bientôt, nous l'espérons, l'Autorité administrante, comme nous l'avons dit, envisagera le développement de ces pouvoirs; et le Conseil de tutelle a entériné cette procédure, suivant laquelle, aussitôt que le Conseil de gouvernement local exercera ses pouvoirs, le Conseil de tutelle croit que l'Autorité administrante sera alors en mesure - je souligne "sera alors en mesure" - de développer ses pouvoirs.

Nous avons donc ici une condition prévue et une condition qui ne dépend pas du temps - ce qui est parfaitement juste - et, puisque l'essence de la proposition du représentant de l'Union soviétique est de se dispenser entièrement de la condition que le Conseil lui-même, il y a un instant, vient de répéter, ma délégation ne peut que voter contre cette proposition en exprimant l'espoir que les membres du Conseil penseront aussi que cette proposition est tout à fait contraire à la recommandation que le Conseil vient d'adopter, et au sujet de laquelle il avait déjà procédé à un vote l'année dernière.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Sur la question de procédure, je ferai remarquer qu'en vertu du paragraphe 5 des recommandations présentées par le Comité de rédaction, les membres du Comité se sont réservé le droit de présenter des propositions au Conseil.

Le Président

A la lumière de cette observation, la proposition du représentant de l'Union soviétique est parfaitement recevable. Quant à la question de savoir si cet amendement est ou n'est pas conforme aux autres conclusions déjà adoptées par le Conseil, c'est à ce dernier qu'il appartiendra d'en décider.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je suis d'accord avec le Président. Nous n'avons pas encore terminé l'examen du paragraphe 2 et nous pouvons donc y revenir. Je voudrais que le représentant de l'Union soviétique nous répète le texte de sa proposition, car la traduction anglaise que j'en ai entendue m'a semblé un peu improvisée.

Le SECRETAIRE donne lecture, en anglais, de la proposition de l'Union soviétique, dont voici l'interprétation de séance :

"Le Conseil de tutelle exprime l'espoir que l'Autorité administrante fixera des dates précises pour le développement d'organes exécutifs et législatifs et pour l'extension de leurs pouvoirs, afin d'accélérer le mouvement progressif de ces organes conformément aux dispositions de l'Article 76 b) de la Charte".

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Si le Conseil est prêt à voter sur cet amendement, qui représenterait donc une addition au paragraphe 2 de l'annexe I, je vais le mettre aux voix.

Par 7 voix contre 5, avec 2 abstentions, l'amendement de l'Union soviétique est rejeté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je pense que nous en avons ainsi terminé avec l'annexe I.

Je voudrais attirer l'attention des membres du Conseil sur le paragraphe 8 du rapport, qui contient une recommandation. En effet, le Comité de rédaction recommande au Conseil "d'adopter le document de travail sur la situation dans le Territoire sous tutelle de Nauru (T/L.771 et Add.1) comme texte de base pour l'élaboration du chapitre sur ce Territoire qui doit figurer dans le prochain rapport du Conseil de tutelle à l'Assemblée générale ...".

Je vais mettre cette recommandation aux voix.

Par 10 voix contre zéro, avec 4 abstentions, la recommandation est adoptée.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'attire enfin l'attention du Conseil sur le paragraphe 9, où le Comité de rédaction recommande au Conseil d'adopter la section particulière qui constitue l'annexe II du rapport. J'envisage de mettre cette annexe aux voix paragraphe par paragraphe.

Le Conseil est saisi, en ce qui concerne cette annexe, d'amendements proposés par la délégation de l'Italie et qui sont contenues dans le document T/L.798. L'un de ces amendements concerne le premier paragraphe de l'annexe II.

M. KOCIANCICH (Italie) (interprétation de l'anglais) : Avant que le Conseil passe au vote sur les paragraphes 1 et 2 de l'annexe II, je voudrais dire quelques mots des amendements proposés par ma délégation dans le document T/L.798. Ainsi que les membres du Conseil le savent, le Comité de rédaction n'a pu parvenir à un accord sur une recommandation relative à l'annexe II du rapport et concernant la fixation d'un délai définitif et d'étapes intermédiaires pour l'accession à l'autonomie ou à l'indépendance. Le rapport du Comité s'en tient donc à exposer les faits, après quelques lignes rédigées à titre d'introduction. Les deux paragraphes en question, ainsi que les amendements proposés par ma délégation, sont donc des déclarations de faits. Je préciserai même, à l'intention des membres du Conseil qui n'assistaient pas aux débats du Comité de rédaction, que le texte proposé par ma délégation a été, à l'origine, préparé par le Secrétariat pour servir de base aux travaux du Comité. Les membres du Conseil reconnaîtront que mes amendements ne comportent donc que des déclarations de faits.

L'annexe II telle que la propose le Comité de rédaction ne tient compte que d'un aspect de la situation, c'est-à-dire du fait que l'Autorité administrante n'a pas appliqué les résolutions antérieures du Conseil ou de l'Assemblée. Ce texte ne tient pas compte de l'autre aspect de la situation, c'est-à-dire des raisons pour lesquelles l'Autorité administrante n'a pas pu, nous dit-elle, appliquer ces résolutions.

Si le Conseil adoptait les paragraphes proposés par ma délégation, cela ne signifierait pas le moins du monde qu'il ferait siennes les raisons données par l'Autorité administrante. Mais, dans une déclaration de faits telle que l'annexe II, qui ne contient pas de recommandations du Conseil, nous devrions, en toute équité envers l'Autorité administrante, relever les raisons qu'elle a avancées pour expliquer sa position. C'est pourquoi j'espère vivement que le Conseil pourra accepter les amendements de l'Italie qui, je le répète, ont été en fait préparés par le Secrétaire du Comité.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais proposer au Conseil un projet de conclusion à l'annexe II. Puis-je le faire maintenant, ou devrais-je le faire plus tard ?

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le représentant de l'Inde peut présenter sa proposition maintenant.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Voici le texte du projet de conclusion que je propose :

"Le Conseil de tutelle

"Prend note des vues de l'Autorité administrante,

"Constata que les gisements de phosphates risquent d'être épuisés d'ici quarante ans,

"Note que la possibilité d'évacuer la population de Nauru vers d'autres régions, étant donné cette situation, fait l'objet d'études de la part de l'Autorité administrante,

"Considère que, conformément à l'Article 76 b de la Charte des Nations Unies, il faudrait s'assurer, en temps voulu, des vœux de la population de Nauru en ce qui concerne son avenir,

"Recommande à l'Autorité administrante d'indiquer dans ses prochains rapports annuels, les délais et les étapes intermédiaires, dans les domaines politique, économique et social ainsi que dans celui de l'enseignement, susceptibles de favoriser la réalisation des objectifs de la tutelle".

Le formulé de ce texte n'est pas nouveau pour les membres du Conseil. L'amendement que nous proposons est en harmonie avec les recommandations du même genre déjà adoptées par le Conseil; les membres du Conseil auront sans doute noté qu'il ne se réfère qu'aux étapes intermédiaires et ne touche aucunement les délais définitifs.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Conseil devra, bien entendu, voter sur l'annexe II paragraphe par paragraphe; mais il devra aussi considérer cette annexe dans son ensemble; par conséquent, l'adjonction proposée par le représentant de l'Inde pourrait faire l'objet d'un débat à la lumière de l'annexe II dans son ensemble. En d'autres termes, certains membres du Conseil désireront peut-être étudier l'annexe avec l'amendement proposé, comme un tout.

Si les membres du Conseil sont prêts à passer au vote sur l'annexe II paragraphe par paragraphe, ou même à discuter cette annexe compte tenu des amendements dont le Conseil est saisi, cela est possible. Je demande au Conseil de me faire savoir s'il est prêt à procéder à l'examen de l'annexe II et à voter sur cette annexe.

M. KOCIANCICH (Italie) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation est prête à voter sur la première partie de l'annexe II, c'est-à-dire sur le texte précédant l'amendement indien. Mais, puisque l'amendement indien est maintenant soumis au Conseil et qu'il est une proposition sur une question très importante, je désirerais avoir le temps de l'examiner; je propose que la discussion sur cet amendement soit ajournée, si cela est possible, à une séance ultérieure.

M. SEARS (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Puis-je demander au Secrétariat, par votre intermédiaire, Monsieur le Président, si l'ajournement de cette discussion implique une journée de séance supplémentaire et nous mènera jusqu'à lundi prochain?

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je ne le crois pas.

Le représentant de l'Italie a proposé formellement d'ajourner la discussion sur l'annexe II. Si aucune objection n'est soulevée, il en sera ainsi décidé.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Avant de lever la séance, j'informe le Conseil que notre prochaine séance se tiendra demain, 11 juillet, à 14 h. 30. Nous devons terminer l'examen du rapport du Comité de rédaction pour Nauru. Nous prendrons ensuite le rapport du Comité de rédaction pour le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée. Il restera encore trois ou quatre questions, dont certaines de pure forme, que nous examinerons si le temps le permet.

M. DORSINVILLE (Haïti) : Monsieur le Président, vous venez de dire que trois ou quatre autres points seront mis à l'ordre du jour de la séance de demain; en réalité, ces points ne sont pas très importants. Cependant, je voudrais demander au Conseil, par votre obligeant intermédiaire, s'il ne serait pas possible d'examiner en premier lieu le rapport du Comité du développement de l'économie rurale dans les Territoires sous tutelle. Cette étude ne nous prendra que quelques minutes et cela me libérerait, personnellement, car je suis directement intéressé à ce rapport. Vous savez que je serai très occupé ces jours-ci. Si le Conseil voulait bien accéder à ma demande, je lui en serais très obligé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Il en sera ainsi fait.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : J'aurai une requête, que je n'ai pas voulu présenter durant l'examen des recommandations du Comité de rédaction. Le texte russe de ces recommandations contient certaines erreurs d'impression. Si vous me le permettez, Monsieur le Président, je voudrais demander au Secrétariat que des corrections soient apportées à ce texte russe là où elles sont nécessaires.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Secrétariat y procédera.

La séance est levée à 18 heures.